



Assemblée générale

Distr. générale
28 décembre 2011
Français
Original : espagnol

Soixante-sixième session
Point 161 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Noel **González Segura** (Mexique)

I. Introduction

1. À sa 2^e séance plénière, le 16 septembre 2011, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-sixième session la question intitulée « Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud » et de la renvoyer à la Cinquième Commission.
2. La Cinquième Commission a examiné la question à ses 22^e et 25^e séances, les 13 et 23 décembre 2011. Ses débats sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.5/66/SR.22 et 25).
3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :
 - a) Rapport du Secrétaire général sur le budget de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 (A/66/532);
 - b) Rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/592).

II. Examen du projet de résolution A/C.5/66/L.15

4. À sa 25^e séance, le 23 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud » (A/C.5/66/L.15), déposé par son président à l'issue de consultations coordonnées par le représentant du Panama.



5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/66/L.15 sans le mettre aux voix (voir par. 6).

III. Recommandation de la Cinquième Commission

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud¹ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

Rappelant la résolution 1978 (2011) du 27 avril 2011, dans laquelle le Conseil de sécurité indiquait qu'il entendait établir une mission qui viendrait succéder à la Mission des Nations Unies au Soudan,

Rappelant également la résolution 1996 (2011) du 8 juillet 2011, par laquelle le Conseil a créé la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud pour une période initiale de un an commençant le 9 juillet 2011, l'intention étant de proroger son mandat par périodes successives, en fonction des besoins,

Rappelant en outre sa résolution 65/257 B du 30 juin 2011, dans laquelle elle autorisait le Secrétaire général à utiliser les ressources approuvées pour la Mission des Nations Unies au Soudan au titre de la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2011 pour engager des dépenses se rapportant à la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei et à toutes les autres missions que le Conseil de sécurité établirait avant le 31 décembre 2011 afin d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord de paix global³, notait que, comme il l'avait indiqué dans sa résolution 1978 (2011), le Conseil de sécurité comptait établir une mission qui viendrait succéder à la Mission des Nations Unies au Soudan, et autorisait le Secrétaire général à utiliser les ressources approuvées pour la Mission pour engager des dépenses au titre de cette mission pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2011,

Réaffirmant les principes généraux sur lesquels repose le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qu'elle a énoncés dans ses résolutions 1874 (S-IV) du 27 juin 1963, 3101 (XXVIII) du 11 décembre 1973 et 55/235 du 23 décembre 2000,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Mission des ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités que le Conseil de sécurité lui a confiées dans sa résolution,

1. *Prie* le Secrétaire général de charger le chef de la Mission d'établir les futurs projets de budget en se conformant strictement aux dispositions de ses résolutions 59/296, du 22 juin 2005, 60/266, du 30 juin 2006, 61/276, du 29 juin 2007,

¹ A/66/532.

² A/66/592.

³ S/2005/78, annexe.

64/269, du 24 juin 2010 et 65/289, du 30 juin 2011, et des autres résolutions pertinentes;

2. *S'inquiète* de la situation financière des opérations de maintien de la paix, en particulier de son incidence sur le remboursement des pays qui, ayant fourni des contingents, ont à supporter une charge supplémentaire du fait des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

3. *Souligne* que toutes les missions de maintien de la paix, en cours et futures, doivent être traitées de la même manière, sans discrimination, pour ce qui est des arrangements financiers et administratifs;

4. *Souligne également* que toutes les missions de maintien de la paix doivent être dotées de ressources suffisantes pour pouvoir s'acquitter effectivement et efficacement de leur mandat;

5. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les projets de budget des opérations de maintien de la paix soient établis sur la base des textes adoptés par les organes délibérants;

6. *Souscrit* aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport² et prie le Secrétaire général de veiller à ce qu'il y soit pleinement donné suite;

7. *Constate* que le plan de financement standard a été appliqué dans le cadre de l'établissement du budget et prie le Secrétaire général de présenter, dans son rapport sur l'exécution du budget de la Mission, un bilan de cette première expérience et des enseignements qui en ont été tirés;

8. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les dispositions pertinentes de ses résolutions 59/296, 60/266, 61/276, 64/269 et 65/289 soient appliquées intégralement;

9. *Prie également* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Mission soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

Prévisions budgétaires pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012

10. *Autorise* le Secrétaire général à ouvrir un compte spécial dans lequel seront inscrites les recettes et les dépenses de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud;

11. *Décide* d'ouvrir pour inscription au Compte spécial de la Mission, au titre de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012, un crédit de 722 129 600 dollars, destiné à financer le fonctionnement de la Mission;

Modalités de financement du crédit ouvert

12. *Décide également* d'inscrire au Compte spécial de la Mission un montant total de 277 915 150 dollars prélevé sur le montant de 482 460 550 dollars préalablement réparti en application de sa résolution 65/257 B au titre de la Mission des Nations Unies au Soudan, de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei et de la Mission des Nations au Soudan du Sud, conformément aux catégories qu'elle a actualisées dans sa résolution 64/249 du 24 décembre 2009 et

selon le barème des quotes-parts pour 2011, indiqué dans sa résolution 64/248 du 24 décembre 2009;

13. *Décide en outre* d'inscrire au Compte spécial de la Mission un montant de 8 874 300 dollars correspondant à la part revenant aux États Membres dans le solde du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel approuvé pour la Mission des Nations Unies au Soudan et inscrit au Fonds de péréquation des impôts, déjà déduit du montant réparti entre les États Membres en application de sa résolution 65/257 B et conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955;

14. *Décide* de répartir entre les États Membres, au titre de la période du 9 juillet 2011 au 30 juin 2011, un montant de 444 214 450 dollars, conformément aux catégories qu'elle a actualisées dans sa résolution 64/249 et selon le barème des quotes-parts pour 2011 et 2012, indiqué dans sa résolution 64/248;

15. *Décide également* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X), il sera déduit des sommes réparties en application du paragraphe 14 ci-dessus la part de chaque État Membre dans le montant de 1 202 520 dollars qui sera inscrit au Fonds de péréquation des impôts, et qui représente le solde du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel approuvé pour la Mission, soit 10 076 820 dollars;

16. *Souligne* qu'aucune mission de maintien de la paix ne doit être financée au moyen d'avances prélevées sur les fonds d'autres missions de maintien de la paix en cours;

17. *Engage* le Secrétaire général à continuer de prendre des mesures pour assurer la sûreté et la sécurité de tout le personnel qui participe à la Mission sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, en tenant compte des paragraphes 5 et 6 de la résolution 1502 (2003) du Conseil de sécurité, en date du 26 août 2003;

18. *Demande* que soient fournies à la Mission des contributions volontaires en espèces ou sous forme de services ou de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seront gérées selon la procédure et les pratiques qu'elle a établies;

19. *Décide* de poursuivre à sa soixante-sixième session l'examen du point intitulé « Financement de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ».